

# info club

LETTRE DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES CLUBS D'INVESTISSEMENT

N° 31

Avril - Mai - Juin 2004

1,50 €

A  
G  
E  
N  
D  
A

## Partenariat FFCI/Euronext

- Bordeaux**, 8 avril, Trackers
- Toulon**, 8 juin, Air Liquide, Lagardère
- Anncy**, 28 septembre, Accor, Renault
- Biarritz**, 5 octobre, AGF, Carrefour
- Toulouse**, 14 octobre, Alstom, Carbone Lorraine
- Dijon**, 26 octobre, Trackers
- Brest**, 4 novembre, Air Liquide, CNP
- Biarritz**, 16 novembre, Trackers

## Partenariat FFCI/La Vie Financière

- Marseille**, 17 juin, Lafarge, Renault
- Reims**, 25 novembre, Saint-Gobain
- Orléans**, 9 décembre, Air Liquide, CNP

## Partenariat FFCI/Forum de l'investissement

- Lyon**, 26 octobre
- Lille**, 3 décembre

## Salon Actionaria

- Paris**, 19 et 20 novembre

L'agenda en direct sur [www.clubinvestissement.com](http://www.clubinvestissement.com)

## Editorial

Ce n'est pas sans une certaine appréhension que votre Fédération et l'Autorité des marchés financiers, en partenariat avec Euronext, ont lancé cette vaste étude en octobre 2003. Après ce qu'il convient d'appeler une débâcle boursière qui a vu le CAC 40 fondre de plus de 60 % entre septembre 2000 et mars 2003, on pouvait légitimement craindre une désaffection profonde des investisseurs individuels envers la Bourse et la formule des clubs d'investissement. Il n'en a rien été. Même au plus profond de la crise, en 2002, les nouveaux adhérents ont plus que compensé les départs. Aussi faible qu'il soit, l'écart n'en a pas moins le mérite d'être positif. Dans le fonctionnement quotidien des clubs, vous faites preuve d'un dynamisme encore plus grand. Vos versements ont une nouvelle fois augmenté par rapport à la précédente enquête, l'encours moyen (près de 30 000 euros) est en hausse sensible tout comme le nombre de sociétés en portefeuille. Surtout, vous faites la preuve éclatante de la validité de votre démarche. Ainsi, quand en 2002 l'indice CAC 40 lâchait près de 34 %, vous êtes parvenus à limiter vos pertes (- 13,5 % en moyenne). A l'inverse, alors qu'il gagnait 2 % entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2003, votre performance moyenne a atteint 25 % !

Evidemment, tout n'est pas rose : les novices et les jeunes, qui s'étaient rués vers les clubs entre 1998 et 2000, ont pour beaucoup jeté l'éponge entraînant un vieillissement de la population des clubistes ; déjà peu présentes, les femmes se font encore plus désirer... Mais l'essentiel est sauf et le socle d'un solide renouveau est en place. Les pages qui suivent ne vous donnent qu'une idée succincte d'une étude riche en enseignements. Nous en tenons de larges extraits à votre disposition sur simple demande. Vous pouvez également la consulter in extenso sur le site de la Fédération - [www.clubinvestissement.com](http://www.clubinvestissement.com) - ou sur - [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) - celui de l'Autorité des marchés financiers.

Infoclub recèle par ailleurs d'autres richesses, comme un article très clair sur la notion de prime de risque ou un coup de projecteur sur le service aux actionnaires d'EADS. En effet, la première entreprise européenne et deuxième mondiale du secteur de l'aéronautique, de l'espace et de la défense vient de nous faire le plaisir de rejoindre la FFCI. Qu'elle soit la bienvenue.

Dominique Leblanc  
Président



# LES CLUBS D'INVESTISSEMENT

## SURMONTENT LA CRISE

*Pour la septième fois, l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), la Fédération Française des Clubs d'Investissement (FFCI), en partenariat avec Euronext, se sont associés pour mener une enquête nationale sur les clubs d'investissement afin de déterminer l'évolution du profil des clubs et leurs modes de fonctionnement.*

*Après trois années boursières particulièrement éprouvantes, nous nous attendions sinon au pire du moins à une remise au pas brutale après les années d'euphorie. Le résultat est une divine surprise. Jugez vous-même !*

**Dominique Leblanc**

### I. Le profil des clubs d'investissement

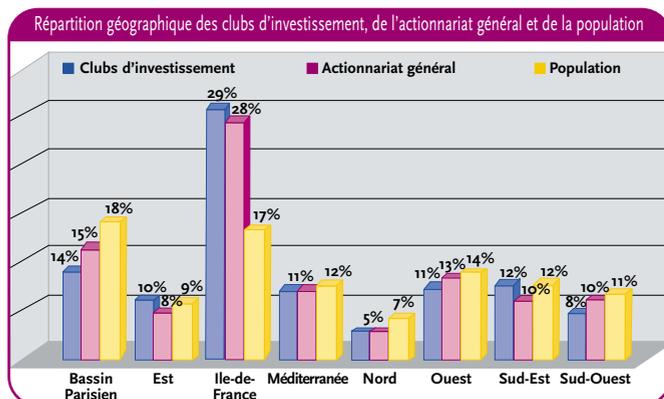
#### 1. Leurs caractéristiques

##### Un flux toujours positif

Malgré un net ralentissement après le boum des années 1998-2000, 27 % des clubs existants ont tout de même été créés entre 2001 et 2003. Le flux est donc resté positif et marque un retour à une vitesse de croisière conforme aux tendances historiques. Il en résulte un certain vieillissement de l'âge des clubs qui avaient en moyenne cinq ans d'ancienneté en septembre 2003 contre deux en 2000.

##### Un phénomène qui reste urbain

Les clubs restent concentrés dans des zones très urbanisées : 50 % dans des villes de plus de 50 000 habitants, avec une surreprésentation de la région parisienne (29%). Ils sont essentiellement implantés en Ile de France, dans le Bassin parisien, le Sud-Est, l'Ouest et la Méditerranée. L'Est, le Sud-Ouest et le Nord ont une concentration de clubs plus marginale.



#### 2. Qui sont les membres ?

##### Essentiellement des hommes...

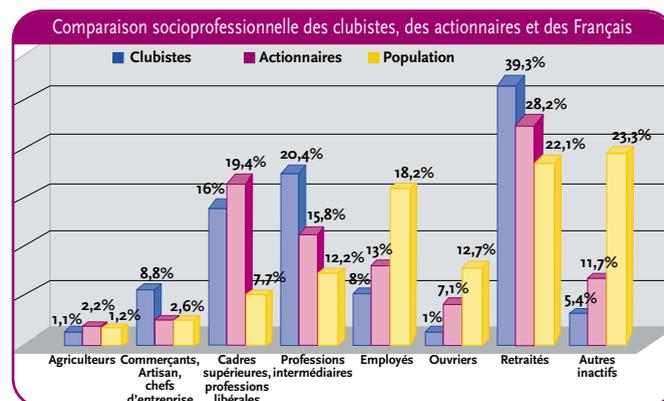
Le club type moyen est composé de 12 membres dont 3 femmes (une de moins qu'en 2000) avec un poids des hommes en augmentation de 10 %. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, un membre sur quatre en moyenne est entré ou sorti d'un club d'investissement sans empêcher l'effectif total d'augmenter très légèrement.

##### ...qui ont pour la plupart un portefeuille à titre personnel

Malgré le caractère pédagogique du club, près de trois quarts des clubistes détiennent un portefeuille de valeurs mobilières généralement constitué avant leur adhésion (pour 90 % d'entre eux).

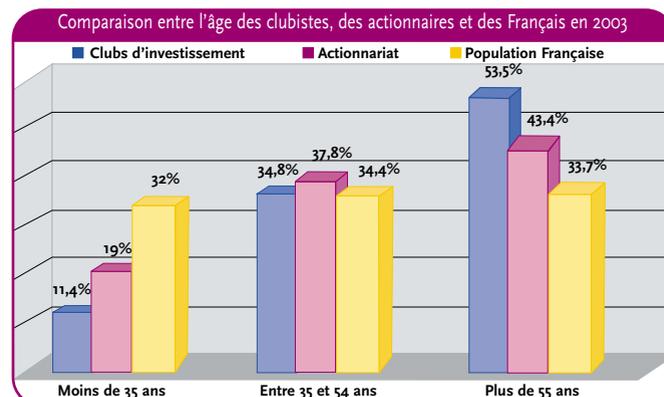
##### Ils viennent d'horizons très divers

Si la majorité des clubistes est dans la vie active, la catégorie la plus représentée demeure celle des « retraités » (40 %), suivie des cadres moyens/techniciens/agents de maîtrise (18 %) et des cadres supérieurs/professions libérales (16 %). La catégorie des « retraités » est également celle qui a le plus fortement augmenté depuis la dernière enquête (+ 32 %).



##### Leur moyenne d'âge augmente

La population des clubistes est plus âgée que celle de l'actionnariat en général. Plus de la moitié appartient à la tranche d'âge des plus de 55 ans contre 11,4 % pour celle des moins de 35 ans. Il faut cependant garder à l'esprit que de très nombreux clubs ont été créés entre 1998 et 2000, une période favorable aux marchés. Ce sont donc essentiellement des clubistes novices qui ont eu à affronter le plongeon du CAC. Beaucoup n'y étaient pas préparés et n'ont pas persévéré oubliant que la Bourse est affaire de long terme.

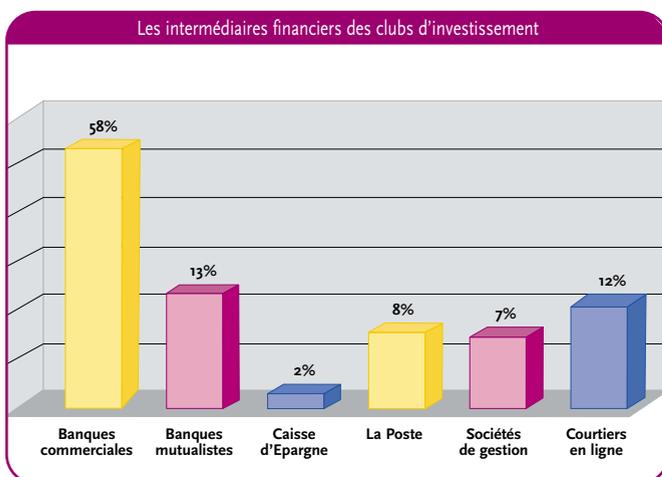


## II. Fonctionnement et gestion des clubs d'investissement

### 1. Leur fonctionnement

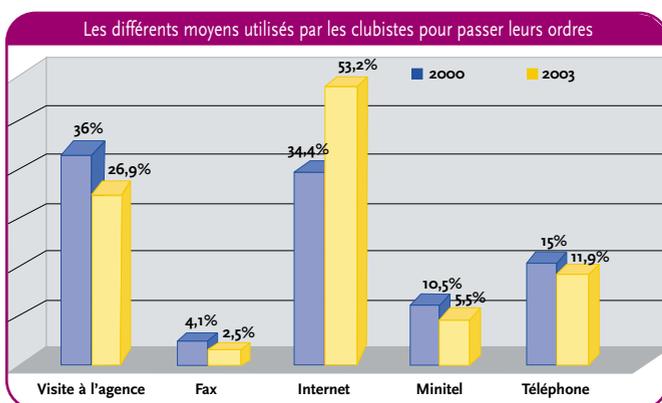
#### Les banques maintiennent leur avance

Les banques sont les principaux intermédiaires financiers des clubs d'investissement loin devant les courtiers en ligne (72 % contre 12 % des clubs y ont leur compte). Le recours à un animateur est cependant en diminution (57 % contre 74 % il y a dix ans), ce qui dénote une autonomie de plus en plus grande.



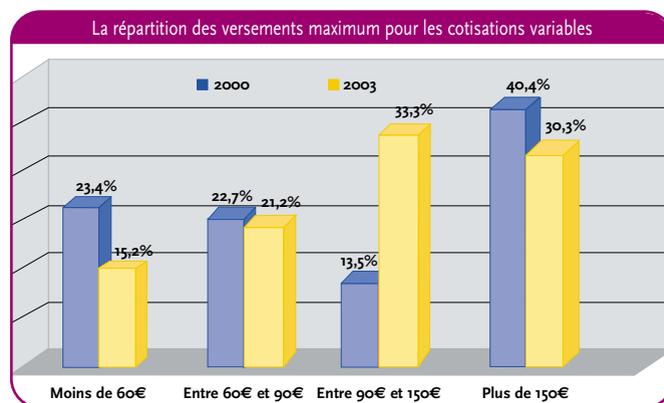
#### Mais Internet gagne du terrain dans la passation des ordres

Les clubistes semblent avoir bien intégré Internet dans leur gestion courante puisque plus de la moitié l'ont adopté pour passer leurs ordres (contre 34,4 % en 2000). Un quart d'entre eux profite de visites à l'agence (contre 36 % en 2000). Enfin, les autres méthodes sont de plus en plus délaissées.



#### Des versements de plus en plus élevés

Malgré les bouleversements boursiers de ces dernières années, les clubistes ont continué à s'impliquer financièrement de façon croissante. Les clubistes choisissent dans leur très grande majorité (89 %) des cotisations forfaitaires mensuelles (en moyenne de 63 € contre 60 € en 2000), près de la moitié versant entre 45 et 75 € contre seulement 38 % en 2000. Quant aux cotisations variables, leur montant moyen est de 47,5 € par mois (contre 38,4 € en 2000).



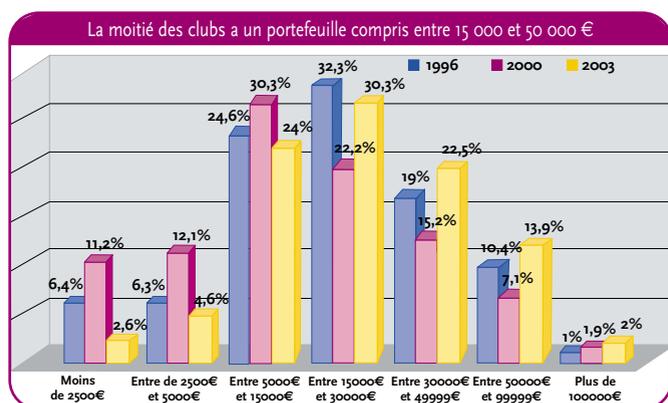
#### Des clubistes toujours actifs

Le montant moyen des ordres a augmenté passant de 1 534 € à 1 945 € entre les deux enquêtes. Mieux, on assiste à un net redressement de l'activité. Alors qu'en moyenne, le nombre d'opérations effectuées par les clubs est passé de 21,3 en 2001 à 20,7 en 2002, l'activité du premier semestre 2003 a été bien plus soutenue puisque les clubs ont réalisé 13,1 opérations. Nettement plus que l'actionnariat en général.

### 2. La structure des clubs d'investissement

#### Un encours qui frôle 30 000 €

La valeur moyenne des portefeuilles atteint près de 29 420 € fin septembre 2003, soit une hausse de 28 % par rapport à 2000. Cette forte croissance résulte partiellement d'un effet valorisation du marché qui a connu une phase de rebond à partir de mars 2003. D'autant que, on le verra plus loin, la performance des clubs a été nettement supérieure à celle du CAC 40. Le portefeuille des clubs s'est également diversifié. En septembre 2003, il comprend 14 lignes en moyenne contre 10 en 2000 et 11 en 1996.



# LES CLUBS D'INVESTISSEMENT

## Clubs et stratégie

Les trois quarts des clubs suivent une stratégie. La plus répandue demeure la stratégie de « croissance ». Mais 72 % des clubs considèrent que l'évolution des marchés depuis 2000 les a amenés à la modifier. Ainsi, ils sont de plus en plus attentifs et réactifs. Les bouleversements observés au sein des clubs depuis 2000 ont été :

- un ralentissement de l'activité (32 % des clubs) souvent lié à une plus grande prudence dans les choix d'investissement ;
- un changement dans la stratégie « produit » (20,3 %) : moins axés sur les valeurs TMT, les clubs ont tenté de sécuriser leur portefeuille en investissant dans des valeurs plus sûres et dans des SICAV monétaires ;
- mais certains ont opté pour une stratégie plus spéculative (20 %) et réalisent plus d'allers retours (10 %).

## Action, mon amour

L'année 2003 consacre une fois de plus une culture actionnariale des clubs. Leur portefeuille type est composé d'actions à 93,8 % dont la quasi-totalité (97,7 %) est négociée à Paris. Euronext hors Paris en traite 1,3 % et les places étrangères 1,1 %.

Le choix d'investissement en actions françaises se porte encore sur les principales capitalisations de la place de Paris : 88 % des valeurs françaises en portefeuille sont issues du premier marché contre 8 % pour le second marché et encore moins pour le nouveau marché (3,5 %) qui perd la moitié de ses aficionados.

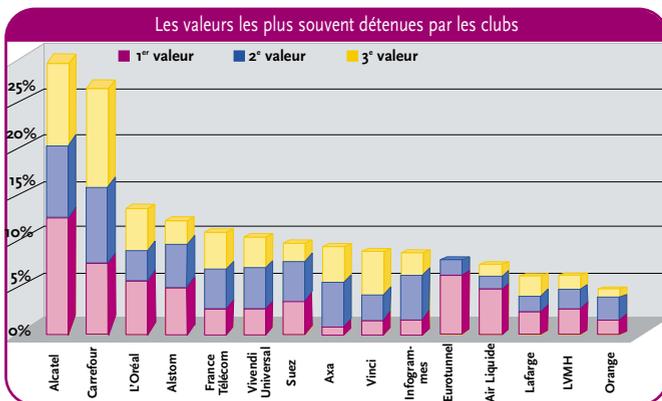
## Désaffection croissante envers les valeurs TMT

En moyenne, les valeurs de Technologies/Médias/Télécoms ne représentent plus que 20,3 % du portefeuille contre 31 % en 2000. De plus, alors que 6 % des clubs avaient délibérément choisi de ne pas investir dans les TMT lors de l'enquête précédente, ils sont près d'un tiers aujourd'hui qui confirment les ignorer.

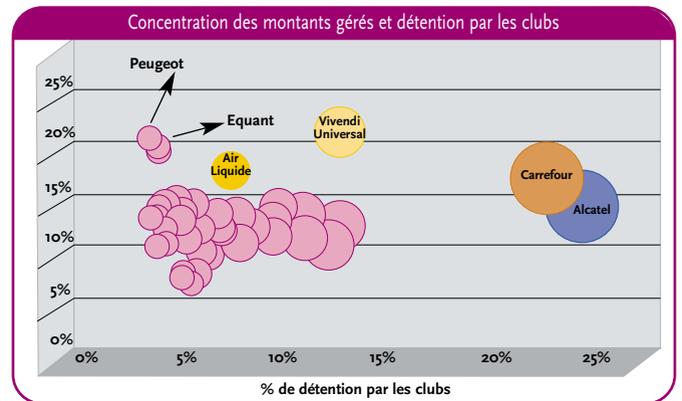
## Alcatel, Carrefour et L'Oréal

Les trois valeurs les plus importantes du portefeuille type concentrent 38 % du montant moyen géré. Des disparités sont cependant observées : plus de 73 % des clubs ont un portefeuille fortement concentré puisque les trois premières valeurs représentent plus de 40 % de l'encours alors que seulement 15 % d'entre eux ont un portefeuille diversifié (les trois premières valeurs représentant moins de 20 % de l'encours).

Près de 180 valeurs sont citées dans le classement des trois plus importantes valeurs du portefeuille dont 20 % par l'ensemble des clubs. Le classement quantitatif fait apparaître une convergence des choix vers une quinzaine de valeurs avec une nette préférence envers Alcatel, Carrefour, L'Oréal et Alstom.



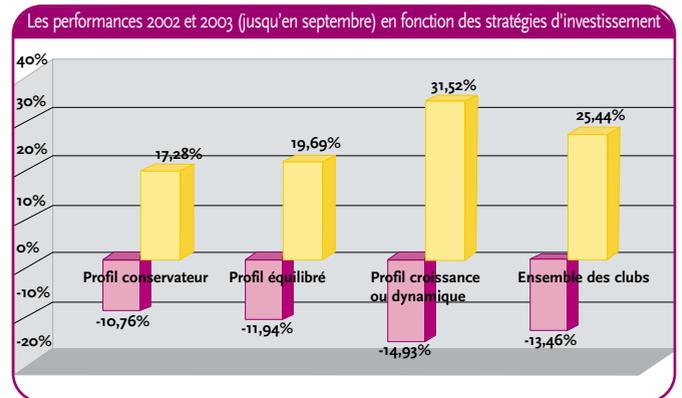
Cependant, des valeurs comme Vivendi Universal ou Air Liquide, si elles sont moins détenues (par respectivement 10 % et 5 % des clubs), pèsent d'un poids plus important dans le portefeuille (environ 20 %). A l'extrême de ce phénomène, on retrouve Equant et Peugeot.



## Des acteurs très performants

Les clubs se comportent sensiblement mieux que le marché. En phase de forte correction, les performances enregistrées sont en moyenne 2,5 fois supérieures à celle du CAC 40 (-13,46 % contre -33,7 % en 2002). Néanmoins, des disparités sont observées : 20 % des clubs ont enregistré des performances annuelles positives en 2002 contre, pour 10 % d'entre eux, des pertes de plus de 40 %.

Le rebond leur a également plus profité avec des performances de 25 % pour les clubs contre +2 % pour le CAC 40 entre le début de l'année et fin septembre. Sur cette période, 49 % des clubs ont enregistré des performances boursières comprises entre 10 et 30 %.



Ces variations de performances au sein des clubs d'investissement peuvent être également expliquées par les différences de stratégies élaborées d'un club à l'autre. En effet, l'enquête révèle qu'en moyenne, les clubs qui suivent une stratégie dite de croissance ont réalisé les plus faibles performances en 2002 et, à l'inverse, les plus importantes entre janvier et septembre 2003. Les profils équilibrés, quant à eux, sont plus modérés aussi bien dans les gains que dans les pertes ; finalement, ce sont les profils conservateurs qui ont relativement la performance la plus stable dans le temps.

### III. L'information des clubs d'investissement

#### 1. Les sources : la presse et Internet

##### Internet talonne la presse écrite

La presse écrite demeure la source prépondérante des clubs : celle-ci est consultée « souvent » ou « toujours » par 88 % des clubistes. Néanmoins, elle est de plus en plus concurrencée par Internet utilisé désormais par 65 % des clubistes contre 57 % en 2000.

	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
La presse	40,6 %	48,2 %	9,8 %	1,4 %
La radio	7 %	26,6 %	37,7 %	28,7 %
La télévision	7,1 %	16,8 %	36 %	40,1 %
L'intermédiaire financier du club	12,2 %	24,7 %	28,7 %	34,4 %
Internet	30,9 %	34,1 %	20,9 %	14,1 %
Informations communiquées par l'entreprise	5,4 %	23,3 %	53,1 %	18,1 %
Salons spécialisés	2,7 %	7,3 %	38,2 %	51,8 %
Conférences aux actionnaires	2,4 %	9,2 %	35,8 %	52,6 %
Ecole de la Bourse	0,3 %	3 %	12,2 %	84,5 %
Autre	2,2 %	1,4 %	2,2 %	94,3 %

##### Des sources d'information complémentaires

Plus de la moitié des clubs d'investissement utilisent de manière complémentaire la presse écrite et Internet. Toutefois leur utilisation n'est pas systématiquement symétrique : 84 % des clubistes déclarant consulter « toujours » l'Internet, dans le cadre de leurs activités au sein du club, ont également recours « souvent » ou « toujours » à la presse et peu à d'autres sources d'information. En revanche, les clubistes attachés à la presse s'informent pour leur part également par le biais d'Internet mais seulement pour 65 % d'entre eux, d'autres médias plus classiques que sont la radio et la télévision, sont également privilégiés pour respectivement 26 % et 36 % d'entre eux. Cette asymétrie illustre le fait qu'une partie de la population des clubistes reste, au moins partiellement, réfractaire à l'usage d'Internet, même si cette pratique paraît en voie de généralisation rapide : 14,3 % des clubs d'investissement n'utilisent « jamais » Internet.

De manière plus générale, une mise en relation de la consultation des diverses sources d'information par les clubs révèle une certaine polarisation des comportements des clubs, certains d'entre eux s'informant exhaustivement et de manière diversifiée, alors que d'autres ne semblent se procurer qu'une seule source d'information.

##### Les autres sources d'information des clubs qui consultent « toujours » l'Internet

	Presse	TV - Radio	Intermédiaire financier	Information financière des sociétés	Autres sources
Jamais	2,7%	38,9%	38,9%	17,7%	90,0%
Parfois	13,3%	38,1%	31,9%	53,1%	20,6%
Souvent	35,4%	11,5%	16,8%	19,5%	6,5%
Toujours	48,7%	11,5%	12,4%	9,7%	16,2%

##### La note d'information de la COB : un outil d'aide à la décision

Plus de la moitié des clubistes prennent connaissance de la note d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse (devenue l'Autorité des marchés financiers depuis fin 2003). Une majorité d'entre eux qualifie la note d'information de « claire », 32,7 % de « moyennement claire », et 10,7 % de « très claire ». Certains clubs sondés ont avoué ne pas y avoir pensé auparavant, mais ont trouvé la démarche intéressante. Ils l'utiliseront plus souvent à l'avenir.

#### 2. L'usage d'Internet par les clubs d'investissement

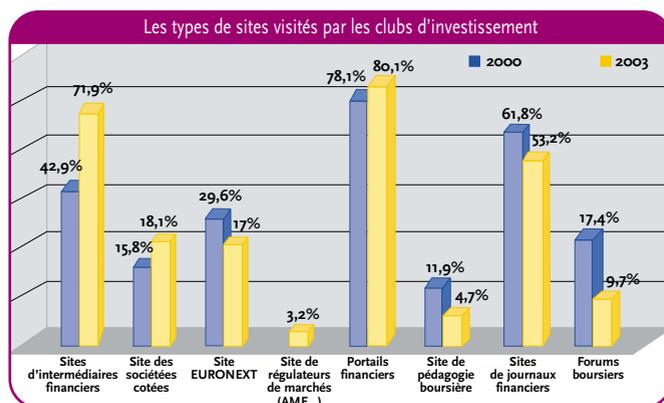
##### Un taux d'équipement élevé

Le taux d'équipement moyen des clubs en micro-informatique s'élève à 61,4 % (contre 54 % en 2000), largement plus élevé que celui des actionnaires français (15,1 %).

En 2003, les deux tiers des clubs ont plus de la moitié de leurs membres connectés à Internet (contre 38 % en 2000) et, dans 22 % des clubs, tous les membres disposent d'un accès personnel à Internet (contre 8 % en 2000).

##### Les sites les plus visités

Les clubistes ont à la fois recours à Internet pour faciliter leur gestion courante mais aussi pour son rôle de diffuseur d'information. De fait, les sites les plus utilisés sont les portails financiers (80 %), puis les sites d'intermédiaires financiers (72 %). Plus de la majorité des clubs consultent régulièrement les sites des journaux financiers, 18 % s'informent sur les sites des sociétés cotées et 17 % consultent les cours sur le site d'Euronext. Néanmoins, les clubs semblent délaisser les sites de pédagogie boursière, ce qui confirme leur degré de maturité.



#### 3. Les actions pédagogiques

Les deux tiers des clubs d'investissement sondés seraient intéressés par des actions pédagogiques aux sujets variés. 73 % souhaitent approfondir leurs connaissances en analyse financière et 60 % en analyse technique. De même, le fonctionnement de la Bourse de façon générale intéresse le tiers de ces clubs. Finalement, les clubistes considèrent que des actions pédagogiques concernant les warrants (37 %), les trackers (37 %) et enfin les options (25 %) leur permettraient une plus grande maîtrise et donc une utilisation plus importante de ces produits. Finalement, certains clubs ont fait part de leur souhait de voir se développer davantage les échanges entre clubs d'investissement.

# LE RETOUR DES OPA EST-IL LE PRÉLUDE À UNE BONNE ANNÉE BOURSIÈRE ?



> **Eric Turjeman,**  
Directeur des Gestions Actions Européennes,  
Société Générale Asset Management

**Trois années de marchés actions moroses avaient asséché les velléités d'OPA des entreprises, de même d'ailleurs que l'opportunité de privatiser les entreprises d'Etat. Le retour des OPA, hostiles ou amicales, est manifeste depuis un an. On peut l'interpréter positivement pour les marchés actions.**

Le fait que les sociétés désirent de nouveau en acheter d'autres est le signe que leur situation financière est assainie et que leurs dirigeants ont confiance dans l'avenir. Evidemment ces deux éléments sont très favorables à la bonne orientation de la tendance boursière.

Le risque serait celui d'un dérapage du type de celui que l'on a connu à la fin des années 1990. C'est-à-dire des acquisitions à des prix astronomiques qui, en général, se financent par échange d'actions en haut de cycle ; cela peut conduire à une spirale haussière annonciatrice d'un krach. Nous ne souscrivons cependant pas à ce scénario. Les investisseurs, tout comme les patrons, ont été échaudés trop récemment pour que cette situation se reproduise rapidement.

Par conséquent, 2004 verra bien la hausse des actions se poursuivre. Le thème des OPA est un des paramètres qui nous conforte dans notre prévision d'un CAC 40 à 4000 points dans le courant de l'année. Notre argument central étant l'accélération de la croissance économique et la révision à la hausse des perspectives de bénéfices des sociétés.

## OPA

### OPA : actionnaires comment s'informer ?

Sollicité pour apporter vos titres à une OPA (ou à une OPE, Offre Publique d'Echange), vous disposez de deux supports principaux d'information : la note d'information visée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et le communiqué publié par la société initiatrice. Ce dernier est publié dès le dépôt du projet de note d'information auprès de l'AMF. Il doit porter la mention : « Cette offre et la diffusion au public de la note d'information restent soumises à l'approbation des autorités de marchés ». Il vous faut étudier ces deux documents en repérant un certain nombre de points clés.

La note d'information, visée par l'AMF, est un document officiel dont le contenu est défini réglementairement : renseignements sur l'opération elle-même ainsi que données économiques et financières sur les sociétés concernées. Dès l'attribution du visa, elle peut être obtenue sans frais, par les canaux suivants :

- la société concernée, sur simple demande,
- votre intermédiaire financier,
- la presse économique et financière,
- le site de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)), portail épargnants, rubrique "Décisions et informations financières",
- le site d'Euronext ([www.euronext.fr](http://www.euronext.fr)),
- le BALO,
  - Minitel : 3615 / 3617 BALO
  - Internet : [www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

Une attention particulière doit être apportée :

- aux éléments d'appréciation du prix proposé,
- aux réactions de la société visée,
- à l'existence d'un seul document d'information commun, dans le cas d'une offre publique amicale, ou de deux documents séparés,
- au rapport de l'expert indépendant dans le cas d'une procédure de retrait obligatoire...

### Si vous souhaitez obtenir

un dossier sur les clubs d'investissement

les prochains numéros d'Infoclub

(si vous ne recevez pas Infoclub régulièrement)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

e-mail : .....

Etes-vous déjà membre d'un Club ?  oui  non

Si oui, nom de votre Club : .....

A retourner à la FFCI - 39 rue Cambon - 75001 Paris - Fax : 01 42 60 10 14

# LA PRIME DE RISQUE, UNE NOTION FONDAMENTALE



> **Annick Santerre,**  
Directeur de l'Analyse Financière Retail,  
Crédit Agricole Indosuez Cheuvreux

*Tout investissement implique une prise de risque pour une rentabilité espérée. Le couple risque/rentabilité est inhérent à tout investissement. C'est une projection sur l'avenir.*

*L'investisseur qui décide d'acheter une action fait le pari que la somme actualisée de son gain (flux des dividendes + plus-value sur le produit de la cession) sera supérieure à ce qu'il aurait gagné en plaçant son argent dans un actif sans risque.*

L'actif sans risque pris en référence est la plupart du temps un emprunt d'Etat à 10 ans. Le risque sur cette nature de placement est quasiment nul, la rentabilité à l'échéance étant connue à l'avance.

L'investisseur qui opte pour un investissement en actions exige que sa prise de risque soit rémunérée. C'est la prime de risque. Celle-ci est donc le supplément de rentabilité exigé par cet investisseur en actions par rapport à la rentabilité certaine qu'il obtiendrait avec un actif sans risque, comme un emprunt d'Etat.

## Le coefficient bêta

Le risque est de nature diverse. Il concerne à la fois l'ensemble du marché, comme les fluctuations des taux d'intérêt ou les révisions de croissance des bénéfices des entreprises, et chaque action prise individuellement.

Sur le marché des actions françaises, la prime de risque de marché est évaluée aujourd'hui à 4 % ; ce qui signifie, compte tenu du niveau actuel des taux d'intérêt à 10 ans, que tout investissement en actions doit rapporter plus de 8 % pour mériter un arbitrage favorable par rapport à un investissement dans un emprunt d'Etat à 10 ans.

Le risque sur une action en particulier est fonction de son coefficient bêta. Ce coefficient mesure la corrélation entre la rentabilité de l'action et celle du marché dans sa globalité. Le bêta de chaque action est apprécié à partir de plusieurs critères : bêta sectoriel, risque de prévision, risque financier... Le bêta du marché est par définition égal à 1.

Plus le coefficient bêta d'une action est élevé (bêta > 1), plus le comportement boursier de cette action sera accentué par rapport aux fluctuations du marché. Inversement, plus le coefficient bêta est faible (bêta < 1), plus les mouvements du marché seront atténués.

L'exigence de rentabilité de 8 % mentionnée ci-dessus doit donc être affinée en prenant en compte le bêta spécifique de la valeur.

## Approche sectorielle

La notion de risque sur un titre peut être étendue à des secteurs. Il est possible d'affiner le risque spécifique des différents secteurs représentés sur un marché. La volatilité de chaque secteur est mesurée par les déviations de ses performances par rapport à l'ensemble des secteurs, représentés au niveau européen par exemple par l'indice DJ Stoxx. L'indice - ou benchmark - a un bêta de 1. Les différents secteurs se placent par rapport à cette référence.

Début 2004, les bêta sectoriels, mesurés sur une période de deux ans, sont dispersés dans une fourchette allant de 0,6 (biens de consommation alimentaire et services aux collectivités) à 1,7 (assurances et technologie).

Cela signifie que dans un marché haussier, les chances de sur-performance des valeurs d'assurance et de technologie sont plus fortes que celles du marché dans sa globalité. A contrario, celles des biens de consommation alimentaire et des services aux collectivités sont plus faibles.

Quelques coefficients bêta parmi les 18 secteurs de l'indice DJ Stoxx :

Janvier 2004	Coefficients bêta
Automobile	1.2
Produits de base	0.8
Banques	1.1
Assurances	1.7
Pétrole	0.9
Biens de consommation alimentaire	0.6
Pharmacie	0.8
Services aux collectivités	0.7
Technologie	1.6
Opérateurs de télécommunication	1.0
Indice DJ Stoxx	1.0

Source Crédit Agricole Indosuez Cheuvreux

La même analyse peut aussi s'appliquer à des pays. Ainsi, sur l'année 2003, marquée par un pic dans l'aversion au risque en début de période, la corrélation entre le risque et le retour sur investissement est vérifiée : c'est le marché des actions allemandes qui présente le meilleur retour sur investissement et le marché britannique qui offre la moins bonne rentabilité.

## Goût du risque

La balance entre le risque et la rentabilité constituera toujours la boussole de l'investisseur. Celui-ci pourra opter pour un risque plus élevé dans l'espoir d'obtenir une rentabilité supérieure ou inversement se satisfaire d'une rentabilité plus modeste en prenant un risque moindre. Son attitude dépendra de son appétence ou de son aversion pour le risque.

La littérature économique et financière nous livre divers modèles ayant pour objectif d'optimiser le couple risque/rentabilité en permettant :

- soit d'obtenir une rentabilité plus forte à prise de risque égale,
- soit de diminuer le risque pour une rentabilité espérée donnée.

Aussi sophistiqué soit-il, jamais un modèle ne parviendra à éliminer le facteur risque, fondement de l'entreprise, du pari sur l'avenir et... du charme de l'investissement en actions.



**DES RAPPORTS ANNUELS GRATUITS**  
SUR [www.clubinvestissement.com](http://www.clubinvestissement.com)

La FFCI et WILink vous proposent un nouveau service gratuit accessible directement sur [www.clubinvestissement.com](http://www.clubinvestissement.com).

En cliquant sur « Rapports Annuels » vous pourrez commander les rapports annuels – mais aussi les comptes intermédiaires - d'un grand nombre de sociétés cotées françaises et étrangères. Les télécharger ou les recevoir par courrier ? C'est à vous de choisir. De toute façon, cela ne vous coûtera rien. Alors n'hésitez pas !



Avec 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2003, EADS (European Aeronautic Defense and Space Company) est la première entreprise européenne et deuxième mondiale du secteur de l'aéronautique, de l'espace et de la défense. Entreprise de droit néerlandais, EADS est née en juillet 2000 de la fusion de Dasa (Allemagne), d'Aerospatiale Matra (France) et de CASA (Espagne). Membre du CAC 40, EADS est cotée à Paris, Francfort et sur les Bourses espagnoles. Ses 1,2 million d'actionnaires individuels sont donc français (800 000), allemands et espagnols. EADS est membre de la FFCI depuis janvier 2004.



Les actionnaires individuels, institutionnels et salariés détiennent 32,8 % du capital d'EADS aux côtés de DaimlerChrysler et de SOGEADE (Lagardère et SOGEP, holding de l'Etat français), qui ont chacun 30,1 %, et de SEPI (holding de l'Etat espagnol) avec 5,5 %, sans oublier 1,5 % en autocontrôle. Véritablement européenne, l'entreprise communique en quatre langues avec ses actionnaires - français, allemand, espagnol et anglais - par le biais de deux vecteurs principaux : la lettre « aero-notes » et un site Internet Finances.

- **La lettre aux actionnaires aero-notes** commente en détail tous les trimestres, les résultats du Groupe et de ses divisions : Airbus, Avions de Transport Militaire, Aéronautique, Espace et Systèmes de Sécurité et de Défense. Elle apporte un éclairage sur l'actualité du Groupe et propose un commentaire sur le comportement de l'action par rapport à son marché de référence - le CAC 40 - et à son principal concurrent Boeing. Sur simple demande, il est possible de recevoir cette lettre, soit en format papier, soit en format électronique.

- **Le site Internet** « Finance » d'EADS - [www.finance.eads.net](http://www.finance.eads.net) - se décline en plusieurs sections. L'Espace Actionnaires offre toutes les informations pratiques nécessaires aux actionnaires et à ceux qui désirent le devenir. En particulier, il est

possible de télécharger le formulaire d'inscription des titres en compte nominatif. Ce site donne tous les chiffres clés du Groupe mis à jour à chaque sortie de résultats. Il permet également de connaître le point de vue des analystes financiers et de consulter les présentations qui leur sont faites. Dans la rubrique « Faits Marquants », on retrouve les informations concernant l'Assemblée générale mais aussi le calendrier financier et bien sûr les communiqués. Enfin, il ne faut pas négliger le site général de la société : [www.eads.net](http://www.eads.net) qui fourmille d'informations sur la vie du groupe et ses produits.

En outre, un numéro vert - le 0 800 01 2001 - accessible également depuis l'Allemagne et l'Espagne (00 800 00 02 2002) est à la disposition de tous ceux qui souhaitent s'entretenir avec le service Relations Actionnaires. Il est également possible de poser des questions par Internet via une boîte mail dédiée : [ir@eads.net](mailto:ir@eads.net).

**EADS étant une société de droit néerlandais, l'assemblée générale se tient aux Pays-Bas, mais elle est suivie d'une réunion d'Information à Paris pour les actionnaires français. EADS participe également tout au long de l'année à des manifestations et réunions organisées en France à l'attention des actionnaires individuels.**



## En savoir plus

**Directeur de la publication :**  
Dominique Leblanc

**Directeur de la rédaction :**  
Aldo Sicurani

**Comité de rédaction :**  
Natalie de Bernis  
Gérard Berthon  
Alain de Tonquédec  
Claude Vallon

**Conception - Réalisation :**  
Aristophane 01 42 12 92 12

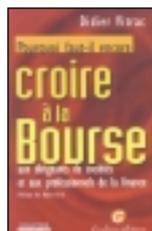
N°ISSN : 1167-0908

### LU POUR VOUS

#### **Pourquoi faut-il encore croire à la Bourse**

**Auteur :** Didier Vitrac  
**Edition :** City&York,  
Gualino Editeur, 410 p  
**Prix :** 23 euros

Après une analyse sans concession des racines de la crise des marchés financiers qui frappe - c'est inédit - l'information financière, Didier Vitrac énonce et justifie 25 recommandations souhaitées par nombre de professionnels de la finance et indispensables au retour de la confiance. L'édition 2004 de Tout savoir sur la Bourse, du même auteur, vient également de paraître chez le même éditeur.



#### **La Bourse Rupture et renouveau**

**Auteurs :** Jean-Pierre Petit  
**Edition :** Odile Jacob, 267 p  
**Collection :** Economie  
**Prix :** 23,90 euros

Explication minutieuse d'une rupture économique profonde, prélude indispensable à un renouveau durable (lire l'entretien de Jean-Pierre Petit dans Infoclub n° 30), cet ouvrage de référence a reçu le 2 mars le 17° prix Turgot qui récompense le meilleur livre d'économie financière de l'année. Une consécration amplement méritée.

